

EXCLUSIF. Nicolas Baverez : « Il ne dépend que de nous de remettre la France debout et d'en refaire une puissance » (lepoint.fr)

## Nicolas Baverez : « Il ne dépend que de nous de remettre la France debout et d'en refaire une puissance »

EXCLUSIF. Contre les renoncements et les lâchetés des politiques, notre éditorialiste publie « Sursaut » (L'Observatoire). Car il n'est pas trop tard pour inverser la vapeur.

Par [François Miguet](#)

Publié le 16/10/2024 à 17h45



Vingt et un ans après *La France qui tombe*, Nicolas Baverez publie *Sursaut* (L'Observatoire) le 23 octobre. L'avocat, ici au siège du cabinet August Debouzy, à Paris, le 3 octobre. © KHANH RENAUD POUR « LE POINT »

Croissance raplapla, finances publiques hors de contrôle, déficit abyssal de la balance commerciale, productivité en berne, dégringolade du niveau scolaire, poursuite de la politique de gribouille sur le plan diplomatique, pagaille institutionnelle et parlementaire sans précédent sous la V<sup>e</sup> République... Disons-le d'emblée : étant donné la piètre situation générale dans laquelle se trouve le pays au moment où nous écrivons ces lignes, nous nous attendions à ce que l'essayiste Nicolas Baverez, peu connu pour son optimisme, choisisse pour son nouvel essai l'un de ces titres ravageurs dont il a le secret.

Après *La France qui tombe. Un constat clinique du déclin français* (Perrin, 2003), *Réveillez-vous !* (Fayard, 2012) ou encore *L'Alerte démocratique* (L'Observatoire, 2020), qu'allait donc choisir ce fidèle éditorialiste et ami de la rédaction du *Point* ? Surprise ! L'éternel inquiet – qui est aussi un grand lucide ayant saisi avant la majorité des observateurs la triste vérité comptable du bilan d'Emmanuel Macron – a choisi d'intituler son dernier opus *Sursaut* (L'Observatoire). Voici pourquoi.

**Le Point : Votre dernier ouvrage, *Sursaut*, paraît à l'occasion du 21<sup>e</sup> anniversaire de votre best-seller *La France qui tombe*, et, à vous lire, c'est un bien triste anniversaire...**

**Nicolas Baverez :** *La France qui tombe* entendait alerter sur le décrochage de notre pays et surtout appeler à la mobilisation pour le moderniser. Depuis sa parution, les chocs et les crises se sont multipliés – krach de 2008, pandémie de Covid-19, guerres d'Ukraine et de Gaza... La révolution numérique et la transition climatique ont formidablement accéléré. Et, en l'absence de vrais changements, la France est passée du décrochage au déclin. La démographie s'effondre ; la productivité chute ; la réindustrialisation patine ; le chômage se maintient à un niveau élevé ; la paupérisation et la violence minent des pans entiers du territoire et de la population ; la nation se désagrège ; notre diplomatie est marginalisée en Europe comme dans le monde. L'affaissement de la France s'étend sur plus de quarante ans, mais Emmanuel Macron l'a formidablement amplifié jusqu'à pousser notre pays à la rupture.

Rupture financière avec la perte complète de contrôle des finances publiques. Rupture institutionnelle avec la paralysie de la V<sup>e</sup> République. Rupture diplomatique avec la sortie d'Afrique, la fin programmée de la présence

en Asie-Pacifique avec le chaos en Nouvelle-Calédonie, l'effacement de notre pays au sein de la Commission et du Parlement européens. Sans oublier les errements et les revirements incessants autour de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ou des massacres du 7 Octobre et de la logique de guerre qui gagne le Moyen-Orient.

**En 2003, lors de la parution de *La France qui tombe*, nombre de personnalités ont tenté de vous faire passer pour un oiseau de malheur. Alain Juppé avait même écrit dans la revue *Commentaire* » une virulente critique, titrée « *L'insoutenable légèreté du déclinisme* ».**

À partir du moment où l'on participe au débat public, la critique est légitime. Pour autant, j'ai été frappé par l'insoutenable légèreté de mes contradicteurs. Les critiques n'ont pas discuté le diagnostic ni les propositions de redressement du pays, mais instruit un procès en sorcellerie sur la posture. Mettre en doute la permanence de la grandeur de la France constituait à leurs yeux un crime de lèse-majesté, un acte de mauvais citoyen, voire d'un suppôt de l'extrême droite. Les faits sont pourtant têtus. Entre 2000 et aujourd'hui, la France est tombée du 4<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup> rang économique mondial. Pis, en matière de PIB par habitant, nous sommes passés de la 10<sup>e</sup> à la 26<sup>e</sup> place depuis 1980. La richesse moyenne des Français est aujourd'hui inférieure de 15 % à celle des Allemands. Les élites étaient parfaitement informées. Elles ont choisi de mentir sciemment pour profiter des rentes publiques et privées dont bénéficiait la France – à commencer par celle de l'euro. Cette trahison rappelle la situation dénoncée par Julien Benda et Marc Bloch dans l'entre-deux-guerres. Les Français la paient maintenant au prix fort.

**Vous êtes né en 1961. Cet échec, n'est-il pas celui de votre génération ?**

Je suis effectivement né en 1961, à la fin de la guerre d'Algérie et au seuil de la plus belle décennie de croissance de l'histoire économique de la France. J'avais 20 ans lors de l'élection de François Mitterrand, qui légitima la V<sup>e</sup> République avec l'alternance mais marqua aussi le début du décrochage français. Il existe une forme d'unité entre les trois premiers présidents de la V<sup>e</sup> République : le général de Gaulle, Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, figures historiques aux sensibilités très diverses, partageaient en effet la hantise de la débâcle de juin 1940 et la volonté de reconstruire la France comme puissance en privilégiant les enjeux de long terme et l'intérêt supérieur du pays, y compris en demandant des efforts aux Français. Sous le miracle de 1958, on trouve une modernisation à marche forcée qui a transformé au prix de grandes souffrances un pays rural en une société industrielle, urbaine et moderne. Deux générations ont reconstruit la France après 1945. Trois générations d'irresponsables l'ont défaite pour la laisser en 2024 devant l'alternative décrite par le général de Gaulle en 1958 : « le miracle ou la faillite ».

**« Je t'en conjure, France, sois encore la grande France, reviens à toi, retrouve-toi. » En exergue de votre livre, vous avez mis ces mots d'Émile Zola. Est-ce à dire que vous êtes aussi révolté par la situation actuelle que l'auteur de la Lettre à la « France » lors de l'affaire Dreyfus ?**

Dans son histoire récente, la France a connu trois grandes crises de la démocratie. La première à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la montée du nationalisme et de l'antisémitisme qui culmine avec l'affaire Dreyfus (1894-1906), où la vérité a fini par triompher du mensonge. La deuxième durant les années 1930, qui s'achève par un effondrement économique, militaire mais plus encore politique et moral avec le régime de Vichy. La troisième est celle qui s'est ouverte depuis les années 2010.

Qu'ont en commun ces crises ? Elles s'ancrent dans un décrochage économique et un contexte de déflation qui exacerbent la colère sociale et alimentent l'extrémisme. Elles voient un repli de la France et des Français sur eux-mêmes et une incapacité à comprendre et à s'adapter aux transformations du capitalisme et du système géopolitique. Elles sont mises à profit par des démagogues qui, au lieu de s'interroger sur les dysfonctionnements de notre pays, attribuent ses maux à des boucs émissaires : aujourd'hui la mondialisation, l'Europe, les Allemands et toujours les Juifs ! L'antisémitisme reste le meilleur baromètre de la crise de la démocratie. Il est navrant de voir aujourd'hui la gauche française renouer avec cette sinistre tradition et prétendre effacer la mémoire de la Shoah au profit de celle de la colonisation dont la pointe avancée serait Israël. C'est Émile Zola qui a raison. Au lieu de céder aux passions collectives et à une violence nihiliste, les Français doivent retrouver foi dans les valeurs et la devise de la République – liberté, égalité, fraternité –, qui n'ont jamais été plus actuelles que dans l'histoire universelle du XXI<sup>e</sup> siècle.

## **À vos lecteurs, vous suggérez de suivre le conseil donné par Alexandre Soljenitsyne aux citoyens de l'Union soviétique : « Crois tes yeux, pas tes oreilles. » Vivons-nous vraiment dans une société du mensonge ?**

Comme il existait après la guerre un voile idéologique sur la réalité des camps soviétiques, malgré les nombreux témoignages de rescapés, il existe aujourd'hui un voile idéologique sur la réalité du décrochage français. Sous les discours ronflants se cache une situation qu'il faut affronter. Pour l'industrie, nous ne produisons plus que 36 % des biens manufacturiers que nous consommons. Pour l'éducation, nous occupons, dans le classement Pisa de 2022, une calamiteuse 26<sup>e</sup> place sur 32 pays développés. Pour la santé, le prétendu meilleur système du monde est incapable d'assurer un accès minimal aux soins et est paralysé par des pénuries chroniques, et de plus en plus graves, de médicaments que l'on cache faute d'être capable d'y remédier. Pour la paix civile, chacun constate non seulement la multiplication des violences mais leur montée en intensité et leur sortie de toute limite. Pour la dette, nous empruntons plus cher que l'Espagne et le Portugal.

Mais certains n'hésitent pas à soutenir que la France est un pays « ultralibéral » alors que la dépense publique accapare 58 % de la richesse nationale. Et on reste sans voix quand on entend qu'il faudrait « lever le tabou de l'impôt » alors que les recettes publiques culminent à 52 % du PIB. Les seuls véritables tabous, ce sont la baisse des dépenses publiques et la réforme de l'État. Donc ouvrons nos yeux et croyons ce qu'ils nous montrent de l'état réel de notre pays.

### **Mais quel serait l'intérêt de la classe politique à mentir ?**

Un mélange de renoncement et de lâcheté. La classe politique a enfermé la France dans le piège d'un système de décroissance à crédit dont elle ne sait plus comment sortir. Elle s'est installée dans la dépendance de clientèles qui la dominent désormais et qui vivent essentiellement de transferts sociaux financés par la dette. Aujourd'hui, le système est arrivé en bout de course.

### **Quel bilan faites-vous de l'action d'Emmanuel Macron pour améliorer l'attractivité et la compétitivité du pays ?**

L'implosion de nos finances publiques masque l'échec définitif des « Macronomics ». Des réformes positives sont intervenues au début du premier quinquennat. La plus importante et la plus oubliée concerne le marché du travail et a été réalisée par Muriel Pénicaud. Une politique active de soutien des start-up a été mise en place. Dans le domaine de l'attractivité, une attention constante a été portée aux investissements étrangers, qui a produit des effets positifs jusqu'à la dissolution.

Mais les résultats macroéconomiques restent catastrophiques, surtout si on les compare aux 1 000 milliards d'euros de dettes accumulés. La croissance annuelle est de seulement 0,4 %, en moyenne, depuis 2019 et la productivité a chuté de 6 points. Le chômage remonte autour de 8 % de la population active, très loin du plein-emploi. Le déficit commercial atteint 100 milliards d'euros. La position extérieure nette est négative de plus de 800 milliards. Le déficit s'est envolé à 6,2 % du PIB en 2024 sans aucune raison et la dette culmine à 110,7 % du PIB. Avec Emmanuel Macron, la France est devenue l'homme malade de l'Europe et du monde développé. Et le choc fiscal bien réel de 30 milliards d'euros pour des baisses de dépenses fictives prévu pour 2025 va lui donner le coup de grâce.

### **« Depuis 1981, la France a privilégié la diminution du travail et de la consommation par rapport à la production, à l'investissement et à l'innovation », écrivez-vous. Nos compatriotes ne préfèrent-ils pas simplement l'inactivité ?**

Je ne pense pas qu'il faille blâmer d'abord les Français. Depuis quarante ans, on leur a répété que le travail était un fardeau inutile et odieux, que la production était une relique barbare du passé, que l'innovation était un risque insupportable, que la dette n'était un problème que pour les créanciers, que la décroissance était l'avenir de l'humanité. Au moment où l'espérance de vie augmentait fortement a été instaurée puis sanctuarisée la retraite à 60 ans. Au moment où la Chine entrait dans l'OMC et où l'Allemagne s'engageait dans l'Agenda 2010 ont été inventées les 35 heures dans un seul pays. Au moment où l'euro interdisait l'inflation et la dévaluation a été promu le développement par la dette publique et privée. En détruisant méthodiquement notre

appareil de production et en finançant du pouvoir d'achat fictif par la dette publique, nous avons fait la fortune de nos concurrents tout en nous ruinant.

### **Les retraités bénéficient d'un revenu moyen supérieur à celui des actifs tandis que la pauvreté et l'exclusion se concentrent chez les jeunes, constatez-vous. Faut-il davantage mettre à contribution les séniors ?**

La pauvreté, l'exclusion et le chômage se concentrent en effet chez les jeunes, ce qui est un problème majeur. Il est certain qu'on ne peut pas laisser s'installer le déséquilibre entre les jeunes et les séniors. Pour trois raisons. La première, c'est la dérive du système de retraite, qui mobilise 14,5 % du PIB et dont il faut rappeler qu'il a fait exploser la Grèce en 2009, représentant alors 18 % de son PIB. La deuxième raison, financière, c'est qu'il n'est pas possible de reprendre le contrôle des dépenses publiques sans toucher aux 340 milliards d'euros de pensions.

La troisième, c'est le fossé insoutenable qui se creuse entre les générations. Comme on l'a vu en Grèce, où les pensions ont baissé de plus de 25 % par rapport à leur niveau d'avant la crise, les retraités seront les premières victimes d'un choc financier sur la dette. Il est dans leur intérêt de contribuer à rétablir l'équilibre des comptes publics. Je préconise donc de désindexer les pensions, avec pour contreparties le gel des tranches supérieures du barème de l'impôt sur le revenu et le relèvement de la durée du travail des actifs, jusqu'au moment où le budget de la France renouera avec un excédent primaire.

### **Dans quelles autres dépenses l'exécutif devrait-il couper en priorité ?**

Le modèle de la décroissance à crédit doit être aboli. Du côté budgétaire, le projet pour 2025 paraît très mal engagé : il repose sur un choc fiscal de 30 milliards d'euros pour des économies de dépenses fictives. Le résultat a été testé en 1995 et 2012 : euthanasie de la croissance et chute des recettes, augmentation des dépenses et de la dette publiques beaucoup plus rapide que le PIB. Seul peut être efficace, comme l'ont montré les pays d'Europe du Nord ou le Portugal, un plan sur dix ans qui conjugue baisse effective des dépenses et amélioration de leur efficacité en les réorientant vers l'investissement et vers l'innovation. Du côté économique, il faut libérer la production, à commencer par les services publics, en améliorant tous les facteurs : travail, capital, recherche, transition écologique.

### **Que pensez-vous de Michel Barnier ?**

Pour l'instant, Michel Barnier n'a pas de projet ou de stratégie autre que la survie de son gouvernement. Le Premier ministre aurait dû choisir la méthode de De Gaulle : dire la vérité sur la situation, prendre un risque et agir avec pour seule boussole l'intérêt supérieur du pays. Malheureusement, il a opté pour une démarche en slalom qui se résume à la poursuite du « en même temps ». Entre le miracle et la faillite, il a déjà renoncé au miracle. Il lui reste la faillite.

### **Que se passera-t-il si le Premier ministre échoue à redresser la situation ?**

Si Michel Barnier échoue à faire passer la loi de finances ou si celle-ci se limite à un gigantesque choc fiscal, le risque d'une crise financière majeure sera très élevé. Les marchés sont focalisés sur l'élection présidentielle américaine jusqu'au 5 novembre. Ils se pencheront sérieusement sur la situation de la France après. Si Michel Barnier démissionne ou est renversé par une motion de censure s'ouvrira une crise de régime avec une mise en cause très forte et directe du président de la République qui pourrait le contraindre à la démission. Soit une situation idéale pour l'accession de Marine Le Pen à l'Élysée. Sous le destin du gouvernement Barnier pointe donc la question de savoir si la France pourra trouver une issue à sa crise démocratique en évitant de passer par l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite.

### **Historiquement, observez-vous, la France alterne les phases de décrochage ou d'effondrement avant de rebondir. Quelles sont les conditions du rebond ?**

Inspirons-nous de ce qu'a réussi le général de Gaulle après 1958. Quand il arrive au pouvoir, la France est ruinée et discréditée. Quatre ans plus tard, elle connaît le plus beau cycle de croissance de son histoire, elle est en plein emploi, elle a remboursé l'intégralité de sa dette extérieure, elle est entrée dans le marché commun, elle

est sortie de la guerre d'Algérie. C'est cet état d'esprit qu'il faut retrouver. Face au mur de la dette, de la paupérisation et du déclassement, nous ne pouvons plus ruser. Il faut nous décider. Soit le sursaut par nous-mêmes, qui permet de préserver notre souveraineté et notre liberté. Soit la mise sous tutelle par l'Union européenne, la BCE et le FMI, à l'image de la Grèce en 2009. En 1983, sans l'assumer politiquement, François Mitterrand a opté pour la rigueur afin d'éviter la sortie du Serpent monétaire européen et les fourches Caudines du FMI. En 2024, que choisissons-nous ?

### **Quels seraient les chantiers prioritaires ?**

Pour revenir dans la course, il faut se concentrer sur quelques priorités. Le redressement de la démographie d'abord, qui est, avec la productivité, la clé du développement. Le souhait des Français reste d'avoir 2,39 enfants par femme contre 1,67 actuellement. Tout l'enjeu consiste donc à lever les obstacles qui ont conduit à l'effondrement des naissances et qui expliquent la chute de la fécondité, à savoir le démantèlement de la politique familiale, la diminution du revenu des actifs ou encore la crise du logement. La deuxième priorité doit être l'augmentation de la productivité, grâce à l'investissement et à l'innovation. Ensuite, il faut désendetter le pays en réformant l'État et en augmentant la durée du travail. Enfin, il faut déclarer une guerre impitoyable à la violence, qui ruine le développement et constitue une arme de destruction massive de la démocratie.

### **Êtes-vous optimiste ?**

Je le suis raisonnablement. C'est la raison pour laquelle j'ai choisi d'appeler mon livre *Sursaut*. Car la France regorge d'atouts : capital humain, épargne, entrepreneurs, pôles d'excellence public-privé, infrastructures, énergie décarbonée, patrimoine, culture, civilisation. C'est un pays de cocagne où l'on peut tout faire. Il ne dépend que de nous de remettre la France debout et d'en refaire une puissance. Et cela peut aller assez vite. Les Français sont désormais prêts au sursaut car ils prennent de plus en plus la mesure des réalités et sont les premières victimes de la décroissance à crédit. Par ailleurs, notre histoire nationale se prête parfaitement au retour en force de la souveraineté sur le plan géopolitique. Une fois que nous aurons reconstruit notre pays, nous pourrions de nouveau nous projeter dans le monde et redevenir un acteur de l'histoire du XXI<sup>e</sup> siècle.

### **Et vous, quel rôle souhaiteriez-vous jouer dans tout cela ? Votre livre est presque un programme présidentiel !**

Mon combat ne se situe pas dans le champ politique mais dans le domaine des idées. Je partage le constat de Marc Bloch dans *L'Étrange Défaite*, un livre écrit en 1940, que le déclin procède en premier lieu d'une faillite intellectuelle et morale. À l'inverse, il n'est pas de redressement qui ne repose sur une analyse exacte des difficultés et sur la recherche de solutions neuves, adaptées à l'esprit des temps. Je crois aussi au courage de la vérité et au combat pour la liberté, que Raymond Aron, qui a sauvé l'honneur des intellectuels français au XX<sup>e</sup> siècle, incarne magnifiquement. En juin 1939, il déclarait avec la lucidité et la détermination qui sont sa marque de fabrique : « Je crois à la victoire finale des démocraties, mais à une condition, c'est qu'elles le veuillent. » Il avait, comme toujours, raison. Je crois au redressement de la France, mais à la condition que les Français le veuillent.

« *Sursaut* », de Nicolas Baverez (*L'Observatoire*, 192 p., 20 €). En librairie le 23 octobre.